

## APERÇU DE LA SITUATION

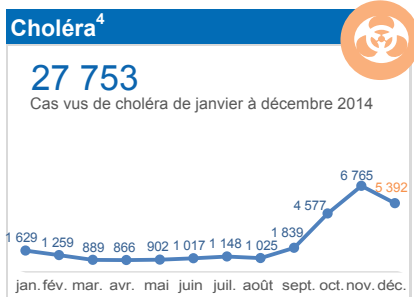
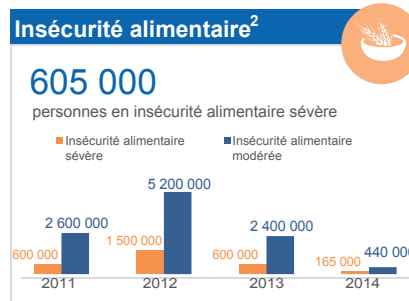
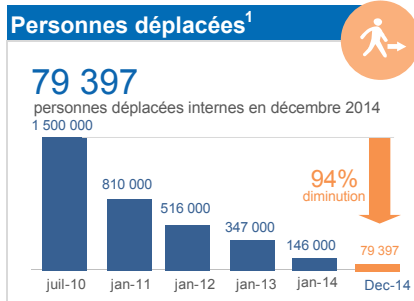
La matrice de suivi du déplacement (DTM) publiée en décembre 2014, montre que 79 397 personnes vivent encore dans 105 sites de déplacés. 5 939 familles déplacées vivant dans 21 sites sont considérées à risque d'expulsions forcées (risques faibles et élevés). 41 045 personnes vivant dans 26 sites de déplacées sont considérées comme personne à risque d'inondation. Jusqu'au mois de décembre 2014, environ 15 515 ménages ou 62 637 individus en déplacement n'ont pas été ciblés par un programme de retour ou de relocalisation.

En décembre 2014, une réduction de 53% du nombre de cas de choléra a été observée par rapport à la même période de l'année précédente. Cependant, le nombre de cas suspects en 2014 a atteint 27 750, dépassant les projections révisées pour l'exercice de l'année (15 000 cas).

Selon le sondage mené par le gouvernement en décembre 2014, on estime que 605 000 personnes se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire grave: 165 000 personnes sont concernées par l'insécurité alimentaire aigüe sévère et 440 000 autres par une insécurité alimentaire grave chronique.

22 000 familles ont été affectées suite aux inondations de novembre 2014, spécialement dans le département du Nord. Les partenaires humanitaires ont distribué des kits d'urgence et de nourriture, sous la coordination de la Direction de la protection civile. 183 590 bénéficiaires ont reçus des rations alimentaires et ont été assités par le PAM.

## CHIFFRES CLES



## FINANCEMENT<sup>6</sup>: PLAN DE REPOSE STRATEGIQUE DE 2014

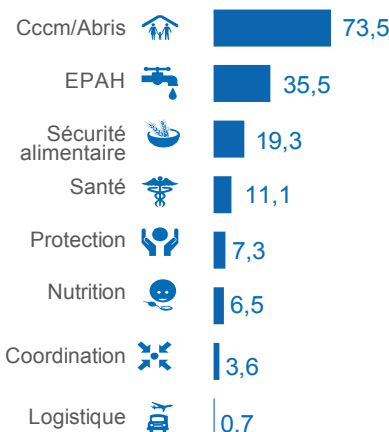
**\$ 157 million**  
FONDS REQUIS (US\$)  
(Révision à mi-parcours)

**51%**  
DE L'APPEL COUVERTS

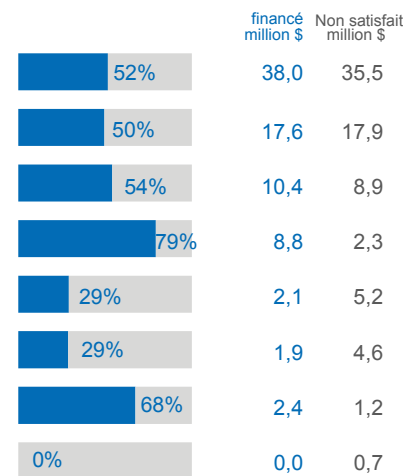
**\$ 149 millions**  
TOTAL DE FONDS RECUS (US\$)

80,5 millions projets listés dans l'Appel  
68,6 millions projets non listés dans l'Appel

Fonds requis dans l'appel par cluster (million \$)



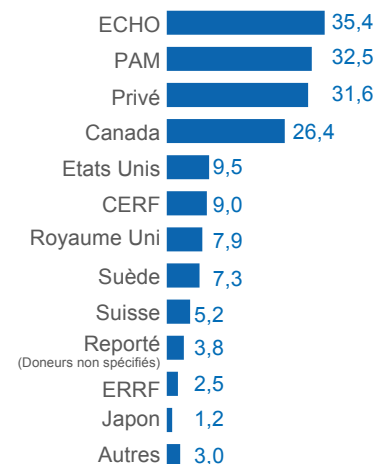
Pourcentage financé par cluster



Note: Secteur non spécifié: -0,8

Contributions (million \$)

CERF: \$ 9,0 million 11% des contributions



Note: Allocation des agences des Nations Unies: - 26,3

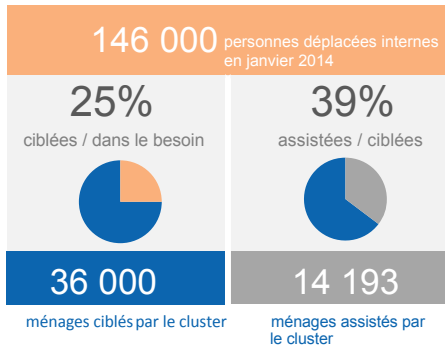
N.B. Le statut de financement est à la date du 23 janvier 2015.

## OBJECTIFS STRATEGIQUES

- 1 Les besoins urgents liés aux déplacés internes impliquent le renforcement des services de base, du suivi de la protection et la recherche de solutions durables.
- 2 Le taux de mortalité du choléra se maintient sous la barre de 1% grâce à une réponse rapide aux alertes ainsi qu'à la prévention et à la prise en charge des cas.
- 3 Les vies et moyens de subsistance de 206 000 personnes souffrant d'insécurité alimentaire extrême sont garantis, 63 000 enfants de moins de 5 ans souffrant de malnutrition aigüe sont réhabilités.
- 4 Les mesures minimales de préparation et de réponse aux urgences sont assurées pour répondre aux besoins d'au moins 100 000 personnes en cas de crise.



### COORDINATION ET GESTION DE CAMPS - ACCES AUX SERVICES DE BASE



#### Besoins

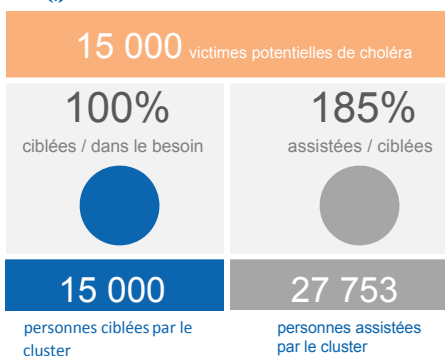
- En décembre 2014, 79 397 personnes vivent encore dans 105 camps près de cinq ans après le séisme de Janvier de 2010 en Haiti.
- Les services de base dans les camps y compris EPAH et santé, ont diminué ainsi que le rythme de retour ou de relocalisation des personnes déplacées.
- En décembre 2014, 5 939 familles déplacées vivant dans 21 camps sont considérées à risque d'expulsions forcées (risques faibles et élevés). 41 045 personnes vivant dans 26 camps sont spécialement considérées à risque d'inondation.
- Jusqu'au mois de décembre 2014, environ 15 515 familles (ou 62 637 individus en déplacement) ne sont pas encore ciblées par un programme de retour ou de relocalisation. Des solutions adaptées et sur mesure y compris le retour, la relocalisation ou des solutions d'intégration locale doivent être intensifiées pour prévenir le déplacement continu, dans les conditions de vie détériorables et des besoins de protection aigus.

#### Réponse

- Au courant de l'année de 2014, les subventions de loyer ont été allouées pour la relocalisation de 45 088 personnes en déplacement et la fermeture de 163 sites.
- Les interventions EPAH ont restauré ou réparé au moins 511 latrines au 30 Novembre 2014. Les réparations ont continué jusqu'à la fin de 2014.
- En mi- Décembre, environ 30 000 barils (6 000 m) ont été vidangés dans les camps, avec une baisse continue dans des extraits en raison de la fermeture du camp.
- Grâce à la fermeture du camp par des subventions de loyer ( soulageant la pression des propriétaires ) et la sensibilisation menée par la communauté humanitaire avec les autorités haïtiennes, la menace d'expulsion a été stable au cours de la dite période .



### PREVENTION AU CHOLERA ET REPONSE



#### Besoins

- Des réparations d'urgence EPAH sont nécessaires dans la région métropolitaine de Port -au-Prince, suite à une série d'alertes depuis Septembre 2014.
- Les systèmes de surveillance épidémiologique et d'alerte de choléra doivent être renforcés après le retrait de nombreux partenaires sur le terrain en raison du manque de financement.

Le retrait de nombreux partenaires qui ont répondu au choléra a provoqué une diminution du nombre total d'installations de traitement du choléra (CTDA, CTC et CTU), de 250 en 2011 à environ 159 en 2014.

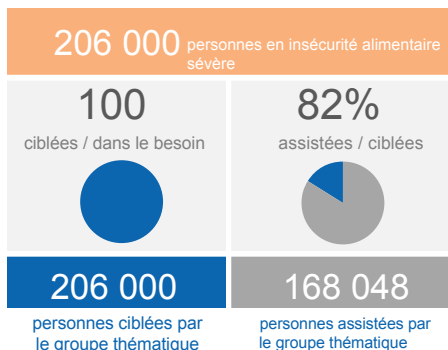
- Les défis concernent aussi les capacités limitées des centres de santé d'anticiper l'épuisement et des demandes de stocks. Il est également nécessaire d'améliorer les conditions de l'eau et d'assainissement dans toutes les structures de santé à travers le pays en construisant plus d'installations d'assainissement pour faciliter l'accessibilité à l'eau potable à la population.

#### Réponse

- Toutes les zones géographiques sont couvertes par les équipes gouvernementales d'intervention rapide (EMIRAs) et les équipes de terrain déployées par les partenaires dans les 10 départements.
- La DINEPA a employé plus de 250 techniciens en eau et assainissement, soutenu par l'UNICEF et les partenaires internationaux afin de faciliter la recherche et la réponse dans le secteur EPAH. Les partenaires humanitaires travaillent en coordination dans les 10 départements de répondre à chaque alerte.
- Environ 80 pour cent des interventions de l'équipe d'intervention rapide ont été effectuées dans les 48 heures après une alerte.



## SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION



### Besoins

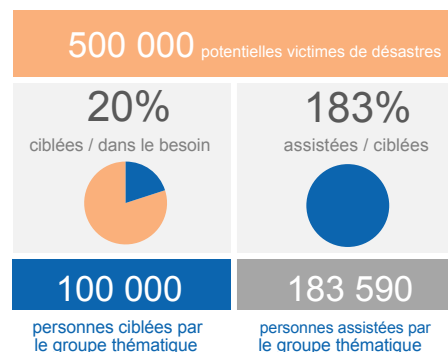
- 605 000 personnes environ sont touchées par l'insécurité alimentaire: 165 000 personnes sont en insécurité alimentaire aiguë sévère et 440 000 en insécurité alimentaire chronique grave.
- Le régime hydrométrique irrégulier de 2014 affecte la production (surtout les céréales et les tubercules). En outre, le phénomène El Niño pourrait détériorer davantage les conditions de sécurité alimentaire, particulièrement dans le Nord -Ouest, Sud-Est et l'île de la Gonâve dans le département de l'Ouest .
- La prévalence de la malnutrition aiguë globale (MAG) chez les enfants de moins de cinq s'élève à 4,1% et 5,1% selon respectivement les enquêtes SMART de l'UNICEF et de l'EMMUS V. Cela représente entre 51 000 et 63 000 enfants de moins de cinq touchés par MAG, dont 12 000 à 15 000 nécessitent une assistance immédiate.

### Réponse

- L'aide alimentaire a été fournie à 168 048 bénéficiaires en février 2014 suite à la sécheresse.
- 1 604 tonnes de vivres distribuées dans 14 communes au niveau des départements de l'Artibonite et du Nord-Ouest. en février 2014 pendant la sécheresse.
- 48 000 enfants âgés de 6-59 mois, ont été dépistés pour la malnutrition aiguë.
- 3 502 enfants souffrant de MAS ont été admis aux unités de soins nutritionnels ou des programmes thérapeutiques ambulatoires.
- 1 066 465 enfants de moins de cinq ans ont reçu de la vitamine A.
- 67 719 tonnes d'aliments enrichis, aliments complémentaires et de produits nutritionnels spéciaux distribuées.



## PREPARATION ET REPONSE AUX URGENCES



### Besoins

- Haïti est classé comme l'un des pays ayant la plus forte exposition et vulnérabilité à de multiples aléas, y compris les ouragans, les inondations, les tremblements de terre, les glissements de terrain et les sécheresses.
- Les moyens de communications de la DPC, y compris les téléphones et Internet, doivent être renforcés de façon urgente au niveau central et départemental.
- Les capacités de la DPC dans la gestion de l'information doivent être développées afin de suivre la disponibilité des stocks et des matériaux, des volontaires, du matériel de transport, des abris d'urgence, etc. Les capacités d'entreprendre des évaluations multisectorielles pour les grandes urgences ont aussi besoin d'être renforcés.
- Le système d'alerte précoce, les procédures d'évacuation, et la gestion des abris d'urgence doivent être également améliorés.
- Des travaux de mitigation à petite et grande échelle restent une priorité. 58 communes à haut risque d'inondation ont été identifiées pour de telles interventions et doivent être une priorité pour le financement.

### Réponse

- Un exercice national de simulation basé sur un scénario de cyclone, impliquant tous les niveaux du système de réponse a eu lieu en août 2014, afin de tester la capacité et les mécanismes en place et d'identifier les domaines où des améliorations urgentes sont nécessaires.
- Des exercices locaux de simulation ont été organisés dans plusieurs départements afin de sensibiliser les acteurs locaux et la population sur les catastrophes naturelles et les mesures d'intervention d'urgence.
- Le plan de contingence départemental d'EPAH (eau potable, assainissement et hygiène) a été mis à jour.
- Pré-positionnement des stocks dans tout le pays ( des biscuits énergétiques, des fournitures de nutrition, des solutions de logement articles non alimentaires, etc ...)
- Pendant les inondations de novembre 2014 ayant touché particulièrement les départements du Nord et du Nord -Est, le PAM a distribué 480 tonnes de biscuits énergétiques et de la nourriture à 183 590 bénéficiaires.